

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Maudites stock-options !

Sarkozy joue au vrai faux athlète contre la Société générale

- Politique -

Date de mise en ligne : lundi 23 mars 2009

Démocratie & Socialisme

Nicolas Sarkozy a compris que laisser les dirigeants des grandes entreprises et surtout des banques responsables de la crise financière et de la récession se gorger de primes, n'était pas du meilleur effet.

D'autant que pour un pro-yankee comme Sarkozy, il est difficile de paraître faire moins que Barack Obama. Et comme ça gronde en France, il faut faire un peu de fumée...

Il a donc, si l'on en croit les médias, engagé une bataille de Titan pour que la Société Générale (qui vient de bénéficier d'un apport de 1,7 milliards d'euros de fonds publics) ne puissent distribuer de « stocks options » (options d'achat sur les actions de l'entreprise à exercer dans un délai de quelques années) à ses quatre principaux dirigeants.

La ministre de l'Economie, Christine Lagarde avait mis plus qu'un certain temps à comprendre les enjeux de l'opération. Elle s'était donc contentée de demander aux bénéficiaires de ces « stock-options » de ne pas revendre leurs actions aussi longtemps que la Société générale recevrait des fonds de l'Etat. C'était aller au devant des souhaits des heureux bénéficiaires qui n'allaient certainement pas revendre leurs actions alors que leur cours est au plus bas.

Nicolas Sarkozy est donc intervenu pour "faire céder" les dirigeants de la Société Générale. Il a gagné : bravo l'athlète ! Il a mis les patrons voyous à genoux ! Mais quel gogo va l'applaudir ?

Cette intervention a, en fait, deux objectifs :

- ▶ Tout d'abord, laisser croire que le message des trois millions de manifestants du 19 mars a été entendu et qu'il est hors de question de laisser le patronat s'enrichir pendant que les plans sociaux se succèdent et que les salaires stagnent ou régressent avec l'extension du chômage partiel.
- ▶ Attirer, ensuite, l'attention sur ce qui n'est que l'accessoire, les « bonus » et les « stocks options » accordés à des dirigeants pour les récompenser de leur « bonne gestion » (4,9 milliards de pertes par exemple à la Société générale) et éviter que ne soit mis en lumière l'essentiel, les dividendes qui continuent à être versés aux actionnaires (900 millions à BNP PARIBAS, 700 millions d'euros à la Société Générale).

Le montant des dividendes versés en 2008 par les sociétés du CAC40 s'élèvent à 54 milliards d'euros, un autre ordre de grandeur que les quelques millions d'euros distribués aux quatre dirigeants de la Société générale, même si cette distribution est scandaleuse.

En jouant les illusionnistes, Sarkozy veut donner l'impression que tout est en train de changer, pour que, surtout, rien ne change à l'ordre social. Il veut démontrer que l'Etat peut obliger le patronat à prendre en compte d'autres intérêts que les siens, alors qu'en nationalisant les dettes d'aujourd'hui, il ne fait que préparer la privatisation des bénéfices de demain.

Dans ce jeu de rôle, le Medef tient bien son rôle en s'opposant avec obstination à toute réglementation des rémunérations des dirigeants d'entreprise. Un peu trop bien, même, au goût d'Alain Minc qui vient de se fendre dans Le Figaro du 23 mars d'une « Lettre ouverte à mes amis de la classe dirigeante ».

Sarkozy joue au vrai faux athlète contre la Société générale

Si vous aviez fini par croire Alain Minc qui avait toujours affirmé que les classes sociales étaient une chimère, revenez de votre erreur car il vient bien d'adresser une « lettre ouverte » à cette classe dirigeante qui n'existe pas !

Mais, visiblement, Minc a trop peur pour ses « amis de la classe dirigeante » quand il leur écrit : « Ignorez-vous que la quête de boucs émissaires est une constante de notre histoire et que 1789 se joue en 1788 ? Sentez-vous le grondement populiste, la rancœur des aigris mais aussi le sentiment d'iniquité qui parcourt, comme une lame de fond, le pays ? »

Faut-il que ça pousse dans le pays, dans les entreprises et dans la rue pour qu'il aille jusqu'à les supplier en terminant sa lettre : « Un léger retard à l'allumage est pardonnable ; un excès d'inconscience, non, surtout quand il s'assimile à une pulsion suicidaire. Amis de grâce, reprenez vos esprits ! »

Jean-Jacques Chavigné - Gérard Filoche